



Associés
Experts-comptables
Commissaires aux Comptes

Nadia VERNAET
Julien VERNAET

ACCES LOGEMENT INSERTION

Siège social : 67 rue Emma Calvé
12300 DECAZEVILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable suite à l'application du nouveau règlement comptable applicable aux associations.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application. Nous avons également apprécié la correcte application du nouveau règlement comptable ANC 2018-06 applicable aux associations.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2020.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE, le 26 mai 2021

Le commissaire aux comptes

Julien VERNAET

Pour 2B.COM



BILAN SYNTHETIQUE
ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I
Edition du : 01/01/2020 au 31/12/2020
Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital		72 550
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres					Réserves :		
Immobilisations corporelles	130 234	66 004	64 230	6 583	- Réserve légale		
Immobilisations financières	1 927		1 927	2 373	- Réserves réglementées		
TOTAL I	132 161	66 004	66 157	8 956	- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	270 332	181 040
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	8 589	26 742
Avances et acomptes versés sur commandes					Subventions d'investissement	79 000	
					TOTAL I	357 922	280 332
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	1 343	1 343			Dettes		
Autres	53 022		53 022	27 643	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	294 098		294 098	325 157	Fournisseurs et comptes rattachés	7 581	11 751
Caisse	634		634	1 015	Autres	39 917	53 183
TOTAL II	349 096	1 343	347 753	353 816	TOTAL III	47 498	64 934
Charges constatées d'avance (III)	3 075		3 075		Produits constatés d'avance (IV)	11 566	17 506
TOTAL GENERAL (I+II+III)	484 332	67 347	416 985	362 772	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	416 985	362 772

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE
ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I
Edition du : 01/01/2020 au 31/12/2020
Soldes N-1 de l'exercice

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	27 758	50 792
Achats d'approvisionnement	27 503	42 193	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	93 449	150 920	Subventions d'exploitation	299 695	390 678
Impôts, taxes et versements assimilés	2 639	4 193	Autres produits	29 960	42 479
Rémunération du personnel	168 128	192 887	Produits financiers	945	1 432
Charges sociales	55 141	63 439			
Dotations aux amortissements	4 100	4 690			
Dotations aux provisions					
Autres charges	109	317			
Charges financières					
TOTAL (I)	351 069	458 639	TOTAL (I)	358 359	485 381
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	1 300	
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	351 069	458 639	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	359 659	485 381
BENEFICE OU PERTE	8 589	26 742			
TOTAL GENERAL	359 659	485 381	TOTAL GENERAL	359 659	485 381





67 rue Emma Calvé
12300 DECAZEVILLE
05.65.43.50.13
acces-logement@wanadoo.fr

NOTE ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2020

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2019 à décembre 2019.

Le total du bilan est de 416 985 €.

Le résultat net comptable est excédentaire de 8 589 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point exposé ci-après,
- Indépendance des exercices.

Changement de méthode comptable

A compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020, il a été fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par Arrêté du 26 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'incidence comptable est :

- Le transfert du compte N°102300 à un compte de report à nouveaux (compte 110000) pour 62 549,99 € pour la partie des subventions amorties
- Et au compte subventions d'investissement (compte 131000) pour le 10 000 €.



Engagements hors bilan

Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière, qui ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes annuels, à la date de clôture du présent exercice sont estimées à 30 758 euros.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul sont résumées ainsi :

- Méthode d'évaluation : méthodes des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation : 0.34%
- Table : INSEE 2019
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Taux de charges sociales :
 - o 40% pour les non cadres
 - o 50% pour les cadres
- Départ volontaire à la retraite à l'âge légal (60-62 ans)
- Convention collective : hospitalisation privées non lucratif
- Turn-over : faible

Evènements de l'exercice

L'exercice a été marqué par la crise sanitaire liée à la COVID-19. L'association a été impactée par les différentes mesures prises par le gouvernement afin d'endiguer la pandémie telles que confinement et couvre-feu.

Un plan de continuité de l'activité a été mis en place et l'association a mis en place des mesures afin de protéger son personnel et les usagers (masques, gel hydro-alcoolique notamment) qui ont été subventionnés.

A la date d'arrêté des comptes, cette crise sanitaire est toujours en cours et pourrait avoir des impacts sur l'activité de l'association et sa situation financière.

Néanmoins, l'association estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause dans un avenir prévisible.

Contributions volontaires :

L'avantage en nature correspondant aux contributions volontaires n'est pas évalué.

Toutefois, l'association a bénéficié de mise à disposition gratuite des locaux par AVEYRON HABITAT depuis le 1^{er} mars 2020 pour les locaux situés au 20 avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE, soit 10 mois à 400 euros mensuels.



Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (hors frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production hors charges financières.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables à l'origine.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et hors frais financiers.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Actif immobilisé

Mouvements des immobilisations brutes

Poste	V.B. au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions/Mises au rebuts	V.B. au 31/12/2020
Agencements aménagements terrains	5 512	-	-	5 512
Total Immobilisations incorporelles	5 512	-	-	5 512
Matériel de transport	35 410	-	-	35 410
Matériel de bureau et informatique	513	-	513	-
Matériel de bureau et informatique GDV	683	-	-	683
Matériel de bureau et info général	5 870	-	-	5 870
Mobilier	14 122	899	1 754	13 267
Mobilier GDV	10 338	1 550	1 400	10 488
Total immobilisations corporelles	66 936	2 449	3 667	65 718
Immobilisations corporelles en cours	-	59 004	-	59 004
Total immobilisations en cours	-	59 004	-	59 004
Cautionnement	901	1 820	794	1 927
Total Immobilisations financières	901	1 820	794	1 927
Actif immobilisé	73 349	63 273	4 461	132 161

Mouvements des amortissements

Poste	Amortissements 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Amortissements 31/12/2020
Agencements aménagements terrains	5 512	-	-	5 512
Matériel de transport	30 330	2 540	-	32 870
Matériel de bureau et informatique	513	-	513	0
Matériel de bureau et informatique GDV	683	-	-	683
Matériel de bureau et info général	4 367	994	-	5 361
Mobilier	14 122	169	1 754	12 536
Mobilier GDV	10 338	103	1 400	9 041
Amortissements et dépréciations	65 865	3 806	3 667	66 004



Commissaires aux Comptes

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions :

Les subventions comptabilisées sont celles afférentes à l'exercice, y compris les subventions attribuées à recevoir à la clôture de l'exercice.

Organisme	31/12/2020
Subvention Communauté de Communes CH	18 000,00
Subvention Communauté de Communes GDV	83 614,89
Subvention CCAS CH	3 034,00
Subvention DDCSPP CH	99 522,56
Subvention DDCSPP GDV	6 500,00
Subvention DDCSPP BG	6 600,00
Subvention DDCSPP CAO	58 063,00
Conseil Départemental CH	10 980,00
Autres subventions GDV (REAAP, CLAS)	11 290,97
Autres subventions CAO (Région)	2 090,00
Total	299 695

Produits à recevoir :

Ils s'élèvent à 52 982 euros au 31/12/2020 et figurent à la ligne « Autres Créances » du bilan actif.

Ils correspondent à

- Des subventions de collectivités pour 52 364 euros
- Autres produits à recevoir (participation, loyer, APL) 618 euros.

Charges à payer :

Elles s'élèvent à 34 222 euros au 31/12/2020 et figurent aux lignes « Fournisseurs et comptes rattachés » & « Autres dettes » du bilan passif.

Elles correspondent à :

- Des factures d'exploitation non parvenues pour 7 581 euros
- La provision pour congés payés, charges sociales comprises, pour 26 641 euros





Associés
Experts-comptables
Commissaires aux Comptes

Nadia VERNAET
Julien VERNAET

ACCES LOGEMENT INSERTION

Siège social : 67 rue Emma Calvé
12300 DECAZEVILLE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2020



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1- Avec la Communauté de Communes Bassin Decazeville-Aubin

A- Centre d'hébergement

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 18 000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

B- Aire d'accueil des gens du voyage

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 83 615 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

2- Avec la Préfecture de Rodez, représentant le Ministère des affaires sociales et de la santé

A- Centre d'hébergement

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 99 523 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

B- Aire d'accueil des gens du voyage

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 6.500 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

C- Centre d'accueil et d'orientation

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 58 063 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

3- Avec le Conseil Départemental

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 10 980 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2020.

Fait à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE, le 26 mai 2021

Le Commissaire aux Comptes

Julien VERNAET – 2BACOM